

LE DIALOGUE MULTI-ACTEURS « SCIENCES ET SOCIETE »

CAS DU FORUM MONDIAL SCIENCES ET DEMOCRATIE

DATE DE REDACTION: 01/06/2010

DERNIERE MISE A JOUR: 5/02/2011

RESUME

L'impact des sciences et des technologies sur le quotidien de tout un chacun, qu'il soit scientifique ou non, est avéré. Le changement climatique, la biodiversité, les nanotechnologies, la souveraineté alimentaire, pour ne citer qu'eux, sont autant de sujets qui engendrent un questionnement de la part de la société civile au sens large et des acteurs sociaux en particulier. Aussi, à différentes échelles, observe-t-on la mise en place d'espaces de dialogues, d'échanges, de production commune pour que les scientifiques et les acteurs associatifs, sociaux, militants fassent un pas les uns vers les autres en vue d'une plus grande prise en compte du « citoyen » dans les orientations de la rechercher scientifique. Le Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD), initié par les mouvements sociaux, en est l'illustration au niveau international. Il a pour but de proposer un espace autonome où les scientifiques et les institutions d'une part, les ONG et les mouvements sociaux d'autre part pourraient dialoguer et envisager des partenariats à plus ou moins long terme.

Mot(s)-cle(s): sciences, citoyenneté, démocratie, société civile, mouvements sociaux, dialogue, Forum Mondial Sciences et Démocratie, choix scientifiques

PUBLIC(s) VISE(s): acteurs sociaux et éducatifs, étudiants, universitaires, scientifiques, institutions, ONG, paysans, praticiens, collectivités territoriales...

DEFINITION DES CONCEPTS ET NOTIONS UTILISES

- Démocratisation des choix scientifiques et techniques: telle qu'envisagée par la FSC, la démocratisation des choix scientifiques et techniques consiste à favoriser la mise en débat public des politiques publiques en matière de recherche, de technologie et d'organisation de l'expertise mais aussi à mener une analyse vigilante des nouveaux dispositifs délibératifs qui se multiplient afin de soutenir ceux qui favorisent une véritable démocratie technique. Elle passe par le renforcement et la réforme de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Techniques (OPECST) et par une ouverture des structures de programmation de la recherche aux acteurs de la société civileⁱ.
- Recherche participative: Les termes comme «recherche participative», «recherche-action » ou « recherche avec des communautés» font référence à des recherches menées en partenariat entre des chercheurs et des membres d'une « communauté », d'associations ou d'organisations non gouvernementales (association de malades ou d'usagers, collectivités locales, groupes ethniques, praticiens, etc.). Le degré d'implication des partenaires de la société civile aux différentes étapes du processus de recherche définition du problème, conception, protocole, méthodologies, réalisation de la recherche, collecte de données, interprétation des résultats, diffusion et utilisation des résultats peut varier selon leur nature, leurs capacités et l'objet de la recherche. La diversité des modèles reflète la diversité des partenaires potentiels. Des partenariats de recherche entre chercheurs et associations, et les programmes mis en place pour les encourager, peuvent exister à tous les niveaux, du local à l'international. Initiées en sciences sociales et dans le secteur de la santé, ces approches participatives sont de plus en plus utilisées dans les secteurs où les sciences naturelles ont une place plus importante, tels que les sciences de l'environnement ou l'agriculture.

CONTEXTE – ÉTAT DES LIEUX

Les initiatives concernant le champ « Sciences et société » se multiplient. En France, nous pourrions citer par exemple les conférences de citoyens sur les nanotechnologies organisées à la demande du Conseil régional d'Île de France (2007) ou celles sur les OGM organisées à la demande du gouvernement français en 1998. Au niveau européen, le cas du réseau de chercheurs engagés sur les questions sociales et environnementales ENSSER (European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility)ⁱⁱ créé en 2009 est également illustratif de cet état de fait. Seulement manquait un espace au niveau mondial où chercheurs et société civile pourraient dialoguer, y compris sur des sujets considérés difficiles (l'autonomie des chercheurs, la place des savoirs dits traditionnels...) sans mainmise de tel ou tel acteur.

Le Forum Mondial Sciences et Démocratie a vu le jour suite au constat suivantⁱⁱⁱ, réalisé par des acteurs associatifs sur les questions scientifiques et technologiques: depuis le lancement du Forum Social Mondial, point d'ancrage des acteurs sociaux autour du monde, un déficit chronique de la présence des thèmes scientifiques et techniques avait pu être observé. Une analyse plus poussée a permis de montrer qu'il ne s'agissait ni d'un désintérêt ni d'une absence de capacité d'expertise mais d'un manque de prise en compte politique des enjeux liés à la place et au devenir des sciences dans nos sociétés, de la part des mouvements sociaux mais aussi des scientifiques. D'où l'idée en 2007, de lancer un appel suffisamment large et englobant pour que mouvements sociaux et scientifiques puissent se retrouver. Voici un extrait de cet appel :

- « […] nous pensons que la construction d'un espace de coopérations ouvertes, <mark>de</mark> débats publics, larges et démocratiques, entre scientifiques et organisations du mouvement social à l'éc<mark>helle de</mark> la planète ouvrirait des perspectives nouvelles pour :
- promouvoir et développer le statut de biens communs des connaissances de l'humanité;
- débattre sur les enjeux et les moyens pour la science et les scientifiques d'exercer leurs responsabilités sociales ;
- renforcer l'autonomie de la recherche, défendre les missions de service public de la recherche et améliorer les conditions dans lesquelles les activités scientifiques sont menées par les étudiants, les chercheurs et les ingénieurs ;
- renforcer la capacité des mouvements citoyens à produire de la connaissance et à être partenaires des institutions scientifiques ;
- renforcer la capacité de nos sociétés, au Nord comme au Sud, à prendre des décisions démocratiques dans le champ des sciences et des technologies.

Les membres de la communauté scientifique et les acteurs des mouvements sociaux ont besoin de partager leurs expertises et leurs conceptions pour construire une société plus respectueuse des droits humains, des cultures et des besoins sociaux et écologiques.

C'est pourquoi, nous, membres de la communauté scientifique, organisations et citoyen(ne)s appelons à l'organisation d'un Forum Mondial Sciences et Démocratie. »^{IV}

Cet appel a suscité un intérêt certain notamment dans le milieu des ONG et dans celui des syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche et a permis la mise en œuvre du 1^{er} Forum Mondial Sciences et Démocratie à Belém (Brésil) en janvier 2009. En présence de 300 délégués venus de 18 pays, des séances plénières ouvertes au débat avec la salle (sur les enjeux « Sciences et société », sur les biens communs de l'Humanité, sur la démocratisation des choix scientifiques, sur la responsabilité sociale des scientifiques...) ont permis aux acteurs d'échanger sur leurs expériences propres mais aussi sur des questions plus larges et d'envisager la poursuite du processus. Aussi les acteurs impliqués à Belém ont-ils cherché par la suite à ancrer l'idée du FMSD sur leur territoire (notamment en France, au Canada et au Brésil).

Le contexte actuel de crises (financières, sociales, environnementales...) et de grandes annonces scientifiques très controversées (Craig Venter sur la biosynthèse; les technologies convergentes; la robotisation et l'artificialisation de la vie...) offrent un terrain favorable à la poursuite de tels processus. Par ailleurs, le fait que le 2nd FMSD se tienne en Afrique sera particulièrement porteur de sens dans la mesure où les acteurs « entrants » apporteront de nouveaux arguments et un éclairage indispensable sur de nombreuses thématiques comme la recherche participative avec les paysans ou les pêcheurs, la fuite des

cerveaux, les relations aux savoirs et aux connaissances endogènes, la pauvreté et le développement, les systèmes d'enseignement sur le continent africain, la gestion de la biodiversité ou ce que les nouvelles technologies (nanotechnologies, biotechnologie...) peuvent apporter ou non aux pays du Sud.

EXPOSE DE LA PROBLEMATIQUE

Il est relativement difficile d'envisager la question du dialogue multi-acteurs (en particulier dans le champ « Sciences et société ») sous la forme d'une problématique exclusive. Un tel dialogue est nécessaire pour de nombreuses raisons parmi lesquelles :

- l'indispensable réflexion à mener sur la place du savoir scientifique vis-à-vis d'autres formes de savoirs pour expliquer et « changer le monde » ;
- la perte de confiance dans la science et ses institutions suite aux crises sanitaires et environnementales, et aux révélations de conflits d'intérêts ;
- le caractère ambigu de la science qui résout des problèmes et en « créent » de nouveaux ;
- le fait que le progrès scientifique mérite d'être interrogé notamment sur ses finalités ;
- la place et la nature de la recherche publique (quelles orientations ? par qui sont-elles définies ? comment impliquer les citoyens dans les grands choix scientifiques et technologiques ?..);
- la réflexion à mener sur les systèmes d'enseignement du primaire à l'universit<mark>air</mark>e partout dans le monde et sur l'accès à la connaissance.

ACTEUR(S) IMPLIQUE(S) ET NATURE DE SON (LEUR) IMPLICATION

Les acteurs mentionnés ci-dessous peuvent s'impliquer à des degrés divers qui peuvent aller de la simple participation à un séminaire de travail à la prise en charge conjointe de projets de partenariats.

- Mouvements sociaux : associations, ONG, syndicats...
- Scientifiques et institutions : universitaires, chercheurs, organismes de recherche, universités...
- Acteurs de l'éducation : enseignants, enseignants-chercheurs, éducateurs spécialisés...
- Acteurs « sectoriels » faisant appel à la recherche ou aux ONG : paysans, praticiens...
- Acteurs « politiques » : collectivités territoriales, élus...

ENJEUX

Les enjeux soulevés par la volonté d'instaurer, d'améliorer et d'installer sur le long terme un dialogue de nature politique entre les mouvements sociaux, le monde de la recherche et les institutions sont multiples :

- Enjeux géopolitiques: la thématique « Sciences et société » ne peut se cantonner à une vision « occidentale » de la science et de ses implications pour au moins deux raisons. D'abord deux tiers de l'Humanité n'ont pas accès aux sciences et à la technologie telles qu'elles sont définies dans les pays industrialisés. Ensuite, les conséquences des choix et orientations scientifiques et techniques (changement climatique, perte de biodiversité, accroissement de la pauvreté...) affectent les habitants de la planète entière, et surtout ceux des pays du Sud.
- Enjeux dans les milieux scientifiques : le dialogue avec les acteurs sociaux permet non seulement une meilleure connaissance des expériences et des méthodes utilisées par eux mais aussi et surtout offre l'occasion de mettre en place des partenariats, de réfléchir à des recherches de nature participative ou collaborative au plus près du « terrain ». Ce dialogue ouvre de nouvelles pistes de recherche pour les scientifiques et permet de s'interroger sur de nouveaux paradigmes et de mieux prendre en considération ce que la science et les résultats scientifiques représentent pour les mouvements sociaux et les luttes qu'ils mènent.

- Enjeux pour les acteurs sociaux : en écho aux enjeux pour le monde de la recherche, les acteurs sociaux ont énormément à gagner à faire connaître le résultat de leurs analyses, de leurs actions de plaidoyer, de leurs observations du terrain (qu'elles aient été menées ou non avec le concours d'un ou plusieurs chercheurs) en vue d'améliorer et de systématiser leurs méthodes d'approche.
- Enjeux thématiques: depuis la première édition du FMSD en janvier 2009, de nombreux acteurs aux cultures, aux origines, aux méthodes très différentes ont témoigné leur intérêt pour l'initiative du FMSD en ayant une approche globale des questions « Sciences et société » mais aussi en envisageant des partenariats thématiques notamment sur les biens communs, les nanotechnologies, les questions environnementales... Cette approche sera favorisée lors de la 2^{nde} édition du FMSD pour élargir le spectre couvert jusqu'à maintenant par le processus.
- Enjeux nationaux et régionaux : au-delà de l'aspect international (organisation de séminaires, de tables rondes et d'ateliers lors d'un événement bisannuel), le FMSD se veut être un processus aux ramifications nationales pour démultiplier les partenariats et les actions à envisager en commun. À ce jour, le FMSD essaime essentiellement en France, au Canada, au Brésil et en Inde.

RECOMMANDATIONS

Favoriser le dialogue multi-acteurs (du local au global, lors de forum ou de toute autre forme de rencontres) nécessite des « pré requis » dont la plupart relève du bon sens :

- des temps d'apprentissage et de compréhension mutuels sont indispensables (sous forme de réunions de préparation, d'ateliers-scénarios ...);
- les acteurs, organisations ou institutions doivent participer sans *a priori* liés à leurs méthodes quotidiennes de travail, à leur vocabulaire propre, à leur statut, à leur influence potentielle^{vi};
- l'identification d'un fond commun d'évidence entre partenaires est important mais ne doit pas être « limitant » pour que la relation entre acteurs soit pérenne ;
- le nombre d'acteurs impliqués ne peut demeurer « fermé » dans la mesure où cela induit un risque de « routine », de « jeu » ou de « luttes d'influence » ;
- l'espace de dialogue doit rester un espace ouvert et autonome pour que chacun des acteurs s'y sente à l'aise et à même d'exprimer des idées qui ne feraient pas consensus *a priori*;
- un tel processus ne peut être envisagé que sur le long terme car il est difficile de fédérer les acteurs et les énergies sur des campagnes « génériques » sur le thème « Sciences et société ». Cela n'empêche pas le fait que certains acteurs impliqués se retrouvent pour faire une déclaration commune sur un sujet d'actualité par exemple ;
- des rencontres intermédiaires (autres que sur les grands événements de type forum) sont nécessaires pour maintenir le lien entre les acteurs et pour éviter que lesdits acteurs oublient d'intégrer le processus à leur agenda tout au long de l'année;
- les outils numériques (et en particulier les outils collaboratifs) sont d'un grand secours dans la préparation d'événements ponctuels ou récurrents mais l'expérience montre que des rencontres « réelles » sont absolument indispensables à la bonne marche de tels processus ;
- les acteurs, qu'ils soient issus des mouvements sociaux ou des institutions scientifiques ou politiques, doivent accepter de se remettre en question.

NB. Cette liste n'est pas exhaustive mais s'appuie sur l'expérience acquise notamment depuis le lancement du processus FMSD.

REFERENCES UTILES ET NON CITEES DANS LES NOTES

- Site internet du Forum Mondial Sciences et Démocratie : http://sdwf-fmsd.org
- Site français du FMSD : http://fmsd-france.org
- Site québécois du FMSD : http://fmsd-quebec.org
- Sciences et démocratie, Doculivre, C&F Editions, 2010.
- Séquences vidéos présentant les enjeux du FMSD : http://cfeditions.com/sciences-et-democratie/?a=vp1

NOTES

L'idée initiale des ateliers scénario était de développer la conscience publique, à l'échelle locale, à propos des enjeux technologiques en discutant de différents scénarios pour l'avenir avec des représentants de la communauté scientifique concernée et de groupes sociaux variés. L'objectif général d'un atelier est ainsi de créer une base pour des politiques locales. Les différents acteurs sociaux concernés sont invités à donner leur avis sur l'impact des changements technologiques en termes d'environnement, d'urbanisme, d'emploi, de santé et de sécurité. Le dialogue entre ces acteurs et l'échange de différents savoirs sont des points centraux dans cette expérience de prospective démocratique.

vi Nous avons conscience en écrivant ces lignes que cette assertion relève du « vœu pieux ».

La rédaction de cette fiche a été coordonnée par :

FABIEN PIASECKI

Docteur en sciences de l'information et de la

communication

Coordinateur à la FSC et, à ce titre, membre du

secrétariat international du FMSD

CITOYENNES

¹ Voir la note de synthèse de la FSC *Quelle politique scientifique pour entrer dans le 21e siècle ? Vers un nouveau contrat entre recherche et société* : http://sciencescitoyennes.org/quelle-politique-scientifique-pour-entrer-dans-le-21e-siecle/

[&]quot; http://www.ensser.org/

[&]quot;Voir http://www.sdwf-fmsd.org/spip.php?article63

iv Ibid.